

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués

Saint-Etienne, le 20/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



VIAL Louis SAS

Les Epalits
42610 ST ROMAIN LE PUY

Références : UiD4243-DSSP-022-0196

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2022 dans l'établissement VIAL Louis SAS implanté Les Epalits - 42610 ST ROMAIN LE PUY. L'inspection a été annoncée le 31/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIAL Louis SAS
- Les Epalits - 42610 ST ROMAIN LE PUY
- Code AIOT dans GUN : 0003202555
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD.

L'entreprise est spécialisée dans la collecte, le tri et le traitement du verre industriel. L'activité, qui relevait du régime de la déclaration, a progressivement augmenté, faisant passer l'installation sous le régime de l'autorisation.

L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter a été délivré le 19/03/2021.

La présente inspection constitue la première visite du site dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- autosurveillance air, eau, bruit,
- traçabilité des déchets,
- risque de pollution accidentelle.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente inspection</u> : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente inspection</u> (1)
Suivi des rejets - eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 8.5.2	/	Lettre de suite préfectorale
Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 8.5.2	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 3.2.3	/	Sans objet
Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 3.3.1	/	Sans objet
Suivi des rejets - eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 4.5.1	/	Sans objet
Suivi des rejets - eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 4.2.1.2	/	Sans objet
Surveillance des niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 7.2.4	/	Sans objet
Registres des déchets	Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 9.1.1 et 9.1.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'autosurveillance en matière de rejet atmosphérique, de rejet d'eaux pluviales et des niveaux sonores n'a pas été réalisée. Néanmoins, l'exploitant a pris des dispositions pour y remédier et a mandaté les différents intervenants pour réaliser les analyses et mesures prescrites. Celles-ci sont programmées pour 2022 et seront ensuite réalisées à la fréquence fixée par l'arrêté préfectoral.

En matière de pollution accidentelle, le dispositif d'obturation du réseau de collecte des eaux pluviales doit être installé en vue de permettre de confiner sur site les eaux polluées par un accident ou un incendie.

Les cuves de stockage d'AdBlue sont à mettre sur rétention.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, air
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air extérieur par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles) comportant au minimum deux emplacements. Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales. Le nombre d'emplacements de mesures et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est inclus au plan de surveillance. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008).
Constats : L'exploitant a mandaté un bureau d'étude spécialisé pour procéder au suivi des retombées atmosphériques. La commande est datée du 19/04/2022. Le contrat prévoit la réalisation de ces mesures sur 3 ans.
Observations : Le résultat du suivi est à transmettre à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, air
Prescription contrôlée : Une mesure des retombées de poussières totales est réalisée avec une fréquence annuelle au minimum. Une caractérisation physico-chimique des poussières avec interprétation sanitaire doit être réalisée en complément.
Constats : L'exploitant a réalisé une synthèse bibliographique relative à la toxicité des sables de carrière et des sables de verre. Cette synthèse met en évidence la toxicité de la silice cristalline contenue dans les sables de carrière. Ces sables sont utilisés comme matière première dans la fabrication du verre. Après fabrication du verre, la silice qu'il contient est dite "amorphe". Des émissions de silice cristalline peuvent avoir lieu lors des phases de chauffage du verre à très hautes températures (atteinte du point de fusion). Le verre n'est pas soumis à ces températures lors des phases de tri et de traitement du verre dans l'installation, il n'y a donc pas de risque d'émission de silice cristalline dans les poussières émises pendant ces opérations. De ce fait, il n'apparaît pas nécessaire de procéder à la caractérisation physico-chimique avec interprétation sanitaire des poussières émises lors des étapes de tri et de traitement du verre effectuées sur l'installation.
Observations : Une étude similaire avait été produite par une autre entreprise lors de l'aménagement de son installation de traitement du verre plat en 2019.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi des rejets - eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 4.5.1		
Thème(s) : Risques chroniques, eau		
Prescription contrôlée : Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :		
Paramètres	Code SANDRE	Périodicité de la mesure
Température	1301	annuelle
pH	1302	annuelle
DCO	1314	annuelle
DBO5	1313	annuelle
MES	1305	annuelle
Azote global	1551	annuelle
Phosphore total	1350	annuelle
Hydrocarbures totaux	7009	annuelle
Constats : Le prélèvement a été fait, l'analyse est confiée au laboratoire EUROFINs. Les résultats n'ont pas encore été réceptionnés. Le réseau de collecte des eaux pluviales et le séparateur d'hydrocarbures ont été nettoyés le 13/04/2022. La saisine du bordereau de suivi de déchets n'a pas été effectuée sur Trackdéchets suite à une incompréhension relative au dispositif. Celle-ci est à réaliser si cela est encore possible. Le BSD "papier" précédent, daté du 01/12/2020, a pu être consulté. Il est correctement renseigné.		
Observations : La dernière partie du BSD papier relative au traitement final de ces déchets n'est pas renseignée. L'exploitant n'a donc pas la "preuve" que ses déchets ont bien été traités. Sa responsabilité en tant que producteur du déchet reste engagée : art L.541-2 du code de l'environnement " <i>Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ses déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.</i> "		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

Nom du point de contrôle : Suivi des rejets - eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 4.2.1.2		
Thème(s) : Risques chroniques, eau		
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.		
Constats : Le plan du réseau est tenu à disposition sur l'installation. Une extension est prévue pour collecter les eaux de l'aire de lavage qui va prochainement être mise en place.		
Observations :		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

Nom du point de contrôle : Suivi des rejets - eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 8.5.2 V
Thème(s) : Risques accidentels, eau
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées pour prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. [...] Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 120 m ³ avant rejet vers le milieu naturel. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : <ul style="list-style-type: none">– du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,– du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part,– du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.
Constats : Le dispositif d'obturation sur le réseau de collecte est à mettre en place.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Surveillance des niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 7.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, bruit
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : La mesure du niveau acoustique n'a pas été réalisée mais le bureau d'étude a été mandaté. La commande est signée du 15/04/2022.
Observations : Le rapport de mesure sera à transmettre à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registres des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 9.1.1 et 9.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> — la date de réception du déchet ; — la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; — la quantité du déchet entrant ; — le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ; — le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; — le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; — le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé ; — le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive susvisée. <p>L'exploitant organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à l'article L 511-1 et L 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre chronologique où sont consignés les déchets expédiés ainsi que les déchets produits par les installations sortants du site. Pour chaque flux de déchets sortant du site, l'exploitant consigne dans le registre les éléments visés à l'article 2 de l'arrêté du 29 février 2012 (JO du 9 mars 2012) complétés de données supplémentaires.</p> <p>Les informations suivantes doivent figurer au registre des déchets expédiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date et l'heure de l'expédition du déchet ; • la dénomination du déchet sortant ainsi que son code à 6 chiffres ; • la quantité du déchet sortant exprimée en tonnes pour les déchets en transit et au choix de l'exploitant pour les déchets générés par l'activité des installations ; • une mention permettant d'identifier si le déchet est en transit ou a été généré dans le cadre des activités de l'installation ; • le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ; • le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R541-53 du code de l'environnement si la quantité de déchets dangereux est supérieure à 0,1 tonne ou 0,5 tonne dans le cas de déchets non dangereux issus des activités de l'installation ; • le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; • le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 s'il s'agit d'un transfert de déchets transfrontalier ; l'opération subie par les déchets dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié et le code de traitement associé aux opérations de valorisation (R) ou d'élimination (D) énumérées dans les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; • la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (préparation en vue de la réutilisation, recyclage, autre valorisation, élimination). <p>Ce registre peut être complété par toute autre information utile au besoin de l'exploitant (numéro d'immatriculation du véhicule, colonne observation...). Le registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'exploitant tient à jour un registre chronologique des déchets sortants de l'installation. Le contenu de ce registre est conforme aux dispositions de l'arrêté du 29/02/2012 fixant le contenu des registres déchets.</p> <p>L'ensemble des items est renseigné.</p> <p>Cependant, l'ensemble des déchets expédiés n'y figure pas : les déchets dangereux issus du nettoyage du séparateur d'hydrocarbures ne sont pas tracés. L'exploitant a indiqué qu'il ne pensait pas que c'était nécessaire puisqu'il produit des BSD pour ces déchets.</p>

<p>Le n° de BSD est une des informations devant figurer au registre. L'ensemble des déchets sortants de l'installation, qu'ils soient issus du traitement des déchets effectué sur le site ou issus du fonctionnement et de l'entretien de l'installation, sont à tracer dans le registre.</p> <p>L'exploitant ne tient pas de registre "dédié" pour les déchets entrants. L'ensemble des entrées de déchets fait cependant l'objet d'un enregistrement. Les informations requises pour le registre des déchets entrants sont bien consignées. La forme du registre étant libre, la tenue d'un registre dédié supplémentaire n'est pas nécessaire.</p> <p>Observations : L'arrêté du 29/02/2012 est abrogé depuis le 01/01/2022. Les informations devant figurer dans les registres déchets sont fixées dans l'arrêté du 31/05/2021. L'exploitant est invité à vérifier les informations qu'il consigne (déchets entrants et sortants) afin de s'assurer que l'ensemble des informations requises fait bien l'objet d'un enregistrement.</p> <p>D'autre part, le décret du 25/03/2021 relatif à la traçabilité des déchets prévoit, à compter du 01/01/2022, la mise en place d'une base de données électronique centralisée dénommée "registre national des déchets" dans laquelle doivent être enregistrées les données transmises, notamment, par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les exploitants d'établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ; - les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchets. <p>L'exploitant envisage de mettre en oeuvre les dispositions relatives à la sortie du statut de déchets du calcin de verre. La transmission des données relatives à ces déchets au registre national devra donc être réalisée.</p> <p>Il en est de même pour les déchets dangereux que l'exploitant serait amené à évacuer de son installation (séparateur d'hydrocarbures).</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 8.5.2 I
Thème(s) : Risques accidentels, pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 100 % de la capacité du plus grand réservoir, – 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, – dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>Constats : Les 2 cuves d'AdBlue sont à mettre sur rétention.</p> <p>Observations :</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>